

Identification de la formation

- ⊙ Version/Date du présent document : version 1 du 10/11/2016
- ⊙ Mention : MASTER 1 SCIENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES
- ⊙ Parcours type :
- ⊙ Niveau : Master
- ⊙ Année : 1
- ⊙ Modalités d'enseignement : FI
- ⊙ Lieux d'enseignement : Locaux de l'Agence Universitaire de la Francophonie à Port-Vila
- ⊙ Partenaires : Le gouvernement du Vanuatu, l'ambassade de France au Vanuatu et l'Agence Universitaire de la Francophonie
- ⊙ Responsable de la mention : ⊙:
- ⊙ Mel responsable(s) du parcours type : **xavier.marchand-tonel@ut-capitole.fr**
- ⊙ Téléphone responsable(s) du parcours type : 06.19.99.72.89

Stratégie de l'offre

- ⊙ Publics visés : La formation s'adresse principalement aux étudiant-es issu-es de la licence AES délocalisée au Vanuatu de l'université Toulouse Capitole. La formation vise également à accueillir d'autres titulaires d'une licence Mention Administration Economique et Sociale et des étudiants formés aux SHS, notamment en droit, en économie, en ethnologie, en histoire, en géographie ou en sociologie.
En formation continue, elle peut intéresser des personnes souhaitant améliorer leurs compétences disciplinaires mais aussi maîtriser certains outils méthodologiques du développement.

- ⊙ Effectifs attendus : 20 étudiants en formation initiale

- ⊙ Compétences visées :

La formation repose sur le diagnostic que le développement durable d'une collectivité comporte trois composantes, la croissance économique, la cohésion sociale et la protection de l'environnement, qui peuvent, chacune, être abordées selon des perspectives disciplinaires distinctes mais complémentaires.

Elle propose, dès lors, de former des individus en mesure d'accompagner ce processus en leur donnant une connaissance approfondie des institutions politico-administratives, de leur inscription dans l'espace Pacifique, des modalités de gouvernance et des instruments de l'action publique (outils financiers mais aussi politiques comme, par exemple, les dispositifs participatifs). Elle s'appuie sur les concepts et méthodes du droit, de l'économie et de la sociologie mais relève également d'une approche transversale en présentant les raisonnements en termes de « systèmes complexes » et de « réseaux ». Les savoirs fondamentaux y sont complétés par l'enseignement des moyens de leur opérationnalisation pour le développement durable.

Les cours sont dispensés en anglais et en français.

- ⊙ Débouchés espérés : encadrement du développement durable, ingénierie de projets

- ⊙ Poursuites d'études et passerelles possibles : principalement le master 2 SES délocalisé au Vanuatu de l'université Toulouse Capitole, éventuellement d'autres M2 pluridisciplinaires

Mise en œuvre de l'offre

⊙ Existe-t-il un stage obligatoire ? : Les étudiantes doivent choisir entre rédiger un mémoire de recherche ou bien effectuer un stage, qui sera soumis à rédaction d'un mémoire de stage, visant à explorer un questionnement problématisé défini à partir de la mission de stage.

⊙ Si oui, quelle durée ? : Au minimum 4 semaines. Un encadrement est assuré par un tuteur pédagogique et un tuteur professionnel.

⊙ Existe-t-il un projet tuteuré ? NON

⊙ Si oui, quelles en sont les modalités :

⊙ Existe-t-il un dispositif d'innovations pédagogiques ? Il n'est pas prévu un dispositif centralisé mais la possibilité est laissée à chaque enseignant de se livrer à des innovations pédagogiques.

⊙ Si oui, quelles en sont les modalités : Dans le cours « Pratique du débat et de la délibération publics », par exemple, sont prévues des mises en situation sous la forme d'« ateliers participatifs ».

⊙ Un conseil de perfectionnement est-il prévu ? : OUI

⊙ Si oui, quelles sont les modalités d'organisation ? : Le conseil de perfectionnement sera convoqué au moins un fois par an, réunissant l'ensemble de l'équipe pédagogique et administrative, plus une personnalité extérieure, ainsi que 2 représentants étudiants élus.

Financement de l'offre

Sont à financer les enseignements réalisés, sur la base des tarifs prévus par la réglementation française pour les cours magistraux et les travaux dirigés, ainsi que les déplacements des missionnaires entre la localisation de leur employeur principal et Port-Vila et leurs frais de séjour au Vanuatu.

Par un courrier du 13 avril 2016 au doyen de la faculté d'Administration et communication de l'université Toulouse Capitole, le Premier ministre du Vanuatu a confirmé son « acceptation [...] de la création » de la formation. Par une lettre du 29 juillet 2016 au même destinataire, le ministre de l'Education du Vanuatu a indiqué que « les fonds nécessaires à sa mise en œuvre sont déjà programmés ».

COMMISSION DE LA FORMATION ET DE LA VIE UNIVERSITAIRE
Séance du 15 mai 2018

DELIBERATION
N°2018 – 28 - 04

relative au régime des études et contrôle des connaissances du Master 1^{ère} année
domaine Droit, Économie, Gestion, mention Sciences économiques et sociales
1^{ère} année délocalisée au Vanuatu

Année universitaire 2018/2019 (année civile 2019)

- Vu le code de l'éducation, et notamment :

- L'article L612-6 relatif à l'accès aux formations du deuxième cycle conduisant au diplôme national de master,
- Les articles L613-3 à L613-6 relatifs à la validation des acquis de l'expérience pour la délivrance des diplômes,
- son article L.712-6-1 relatif aux compétences de la CFVU,
- les articles D123-12 à D123-14 relatifs à la construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur,
- les articles D613-1 à D613-13 relatifs aux grades, titres et diplômes,
- les articles D613-17 à D613-25 relatifs aux diplômes en partenariat international,
- les articles D613-26 à D613-30 relatifs aux étudiants handicapés,
- les articles R613-32 à R613-37 relatifs à la validation des études supérieures antérieures et validation des acquis de l'expérience,
- les articles D613-38 à D613-50 relatifs à la validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels pour l'accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur,

Vu l'arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme de master,

Vu l'arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master,

Vu l'arrêté d'accréditation du 23 mai 2016 autorisant l'Université à délivrer le diplôme de Master Droit, Économie, Gestion, mention Sciences économiques et sociales,

Vu la décision du CA du 23 novembre 2004 relative au statut de l'élue étudiant,

Vu la charte des examens en vigueur,

Vu l'avis du conseil de la faculté d'Administration et Communication en date du 13 avril 2018

La commission de la formation et de la vie universitaire, après en avoir délibéré, décide :

Les règles relative au régime des études et contrôle des connaissances du Master 1^{ère} année domaine Droit, Economie, Gestion mention Science économiques et sociales délocalisé au Vanuatu sont fixées comme suit,

TITRE I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1. Objectifs de la formation

Le Master Droit, Économie, Gestion, mention Sciences Economiques et Sociales, 1ère année est une formation universitaire permettant aux étudiants d'acquérir des compétences, en droit, économie et sociologie, relatives aux trois dimensions du développement durable, la croissance économique, la cohésion sociale et la protection de l'environnement. Ils acquièrent des connaissances portant sur les institutions politico-administratives, leur inscription dans l'espace Pacifique, les modalités de gouvernance et les instruments de l'action publique (outils financiers mais aussi politiques comme, par exemple, les dispositifs participatifs).

Ils se forment, d'une part, aux concepts et méthodes des différents horizons disciplinaires concernés et, d'autre part, à des approches transversales en termes de « systèmes complexes » et de « réseaux ». Les savoirs fondamentaux sont complétés par l'enseignement des moyens de leur opérationnalisation pour le développement durable.

Les cours sont dispensés en anglais et en français.

ARTICLE 2. Accès à la formation

2.1 - Dans le cadre des seuils et modalités définies par les conseils de l'université, l'admission en 1ère année de Master mention Sciences économiques et sociales, dépend des capacités d'accueil et est subordonnée au succès à un concours ou à l'examen d'un dossier.

Ont vocation à candidater :

- les étudiants titulaires d'un diplôme de licence ;
- les personnes non titulaires du diplôme de licence en vue d'obtenir un accès par validation partielle des acquis de l'expérience, validation des études supérieures accomplies en France ou à l'étranger (en particulier les titulaires d'un « Bachelor of Arts », « Bachelor of Law » ou « Bachelor of Commerce » de l'University of South Pacific), validation des études, des expériences professionnelles ou des acquis personnels dans le domaine.

L'admission est prononcée par la Présidente de l'université sur proposition de la commission d'admission.

ARTICLE 3. Redoublement

La possibilité de redoublement en 1ère année de master n'est pas de droit. Elle est soumise à la décision du jury d'examen.

ARTICLE 4. Mobilité internationale

Les dispositions favorisant la mobilité internationale des étudiants sont applicables aux étudiants de la 1ère année du Master Droit, Économie, Gestion, mention Sciences Economiques et Sociales, selon la procédure prévue par l'arrêté du Président de l'Université Toulouse 1 Capitole en date du 10 octobre 2011 relatif à la mobilité internationale.

TITRE II - ENSEIGNEMENTS

ARTICLE 5. Organisation de la formation

Le master 1ère année Droit, Économie, Gestion, mention Sciences Economiques et Sociales, est organisée sur deux semestres. Cette année est composée d'unités d'enseignement (UE) donnant droit à des crédits (ECTS). Le premier semestre comprend 3 unités d'enseignement, le second semestre, 3 unités d'enseignement, totalisant respectivement 30 et 30 crédits. Les modalités de contrôle des connaissances sont explicitées en annexe du présent document.

L'enseignement comprend des cours magistraux (CM) et des travaux dirigés (TD).

ARTICLE 6. Obligation d'assiduité en travaux dirigés (TD)

L'assiduité et la participation sont prises en compte dans la notation. L'assiduité est obligatoire et est contrôlée par l'enseignant chargé de TD.

Après trois absences non justifiées en TD, l'étudiant se voit attribuer la note de zéro.

Les justificatifs d'absence doivent parvenir à l'enseignant en charge du TD lors de la séance qui suit l'absence.

Les changements de groupe de TD se feront en accord avec l'enseignant-e chargé-e du TD, sur présentation de justificatifs.

ARTICLE 7. Stage

Les étudiants de la 1ère année du Master Droit Economie Gestion mention Sciences Economiques et Sociales doivent choisir entre la réalisation d'un Mémoire de recherche ou d'un Mémoire de stage. Le stage est d'une durée minimale de 22 jours.

TITRE III - MODALITÉS DE CONTRÔLE DES CONNAISSANCES

ARTICLE 8. Organisation des examens

Il existe une session d'examen et une session de rattrapage dont les dates sont arrêtées en début d'année par l'établissement. Aucun examen ne peut avoir lieu en dehors des dates définies pour l'organisation de ces sessions.

ARTICLE 9. Modalités d'organisation de la première session

Les aptitudes et l'acquisition des connaissances sont évaluées :

- par un contrôle continu pour les travaux dirigés,
- par un examen terminal à la fin de chaque semestre pour les autres matières

Contrôle continu :

Le contrôle continu s'effectue lors des séances de travaux dirigés.

La note attribuée dans le cadre du contrôle continu résulte notamment d'une ou plusieurs épreuves pouvant être réalisées sous forme d'écrits, d'oraux, de projets ou de travaux de groupe.

Examen terminal :

L'examen de chaque semestre comporte pour chaque matière ayant fait l'objet d'un CM un contrôle terminal écrit (sauf indication contraire sur l'annexe jointe).

Toute absence injustifiée à l'examen terminal est sanctionnée par la note 0.

Les justificatifs d'absence à une épreuve terminale doivent parvenir à la scolarité dans les 10 jours calendaires qui suivent la fin de la session d'examen.

ARTICLE 10. Modalités d'organisation de la session de rattrapage

Il est organisé une session de rattrapage donnant aux étudiants la possibilité de valider les unités d'enseignement qui leur ont fait défaut sur les deux semestres.

Les matières évaluées uniquement en contrôle continu ne font pas l'objet d'une session de rattrapage.

Sont admis à se présenter en session de rattrapage les étudiants ayant obtenu une note moyenne d'au moins 8/20 au semestre concerné en session initiale.

Sont également admis à se présenter en session de rattrapage les étudiants qui n'ont pu composer à la session initiale du fait d'un cas de force majeure. Pour bénéficier de cette disposition, l'étudiant devra déposer sa demande au plus tard 10 jours après la fin des épreuves de la session 1.

L'organisation de la session 2 se fait selon les conditions du régime général mis en place à l'Université Toulouse 1 Capitole.

L'étudiant qui, du fait d'un cas de force majeure, n'a pu se présenter à la session, pourra, après avis d'une commission, être autorisé à composer à la session 2, à deux conditions :

1. avoir déposé la demande au plus tard 10 jours après les épreuves de la session 1 ;
2. justifier d'une moyenne générale d'au moins 8/20 en contrôle continu.

Le candidat devra composer sur trois matières tirées au sort et communiquées en début d'épreuve, qui est unique, anonymée et d'une durée de trois heures trente. La validation de l'épreuve peut donner lieu à une mention accordée par le jury.

TITRE IV - VALIDATION ET ADMISSION

ARTICLE 11. Condition de validation des unités et des semestres

Les unités d'enseignement sont validées isolément ou par compensation.

► **Isolément :**

Une unité est définitivement acquise et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne

► **Par compensation :**

Le semestre est validé sur la base de la moyenne générale des notes obtenues à l'ensemble des unités qui le composent, soit un total de points de 300/600, pour le semestre 1 et 300/600 pour le semestre 2 ; dans ce cas les unités où le candidat n'a pas obtenu la moyenne sont validées par compensation. La validation du semestre 1 et 2 emporte respectivement l'acquisition de 30 et 30 crédits européens correspondants (ECTS).

Si la matière est obtenue par compensation, les ECTS correspondant à l'unité sont acquis.

Dans les unités non validées les matières sont validées et capitalisées isolément dès lors que l'étudiant y obtient la moyenne.

Les semestres sont validés isolément sans compensation.

Un semestre est définitivement acquis et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne.

A noter, que pour la 1ère année du Master Droit-Economie-Gestion, mention Sciences Economiques et Sociales, à l'intérieur du semestre 2, l'UE 6 (mémoire de recherche ou de stage) constitue une UE isolée qui ne peut pas compenser les UE 4 et 5, ni être compensée par les UE 4 et 5.

ARTICLE 12. Conditions d'attribution d'une mention

L'obtention du semestre donne lieu à l'une des mentions suivantes :

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

ARTICLE 13. Délivrance du diplôme

Dans la mesure où les deux semestres ont été validés, l'obtention du diplôme de maîtrise donne lieu aux mentions suivantes :

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

Toulouse, le 24 août 2018

La Présidente de la Commission de la
Formation et de la Vie Universitaire



Corinne MASCALA

PJ : annexes



REGIME DES ETUDES ET CONTROLE DES CONNAISSANCES
ANNEE UNIVERSITAIRE 2018-2019

1ère ANNEE MASTER «Droit, Economie, Gestion» MENTION SCIENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES –VANUATU Semestre 1

			COURS MAGISTRAUX				TRAVAUX DIRIGES				REPARTITION POINTS		
	Enseignements	Crédits	Heures CM	Statut CM	Modalités d'évaluation CM	Coef CM	Heures TD	Statut TD	Modalités d'évaluation TD	Coef TD	Points CM	Points TD	Total Points
UE1	Politique économique et développement durable	4	24h	Obligatoire	Contrôle terminal Ecrit	4					80		80
	Systèmes et organisations sociales	4	24h	Obligatoire	Contrôle terminal Ecrit	4					80		80
	Démographie et développement	3	15h	Obligatoire	Contrôle terminal Ecrit	3					60		60
	Droit des ressources humaines	3	15h	Obligatoire	Contrôle terminal Ecrit	3					60		60
UE2	Economie de la connaissance	3	21h	Obligatoire	Contrôle terminal Ecrit	3					60		60
	Droit de la propriété intellectuelle	3	15h	Obligatoire	Contrôle terminal Ecrit	3					60		60
	Modélisation informatique	3	21h	Obligatoire	Contrôle terminal Ecrit	3					60		60
	Fiscalité locale	3	15h	Obligatoire	Contrôle terminal Ecrit	3					60		60
UE3	Méthodologie du mémoire de recherche ou de stage	2					12h	Obligatoire	Contrôle continu	2		40	40
	Langues vivante 1	2					21h	Obligatoire		2		40	40



REGIME DES ETUDES ET CONTROLE DES CONNAISSANCES
ANNEE UNIVERSITAIRE 2018-2019

1ère ANNEE MASTER «Droit, Economie, Gestion» MENTION SCIENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES VANUATU– Semestre 2

			COURS MAGISTRAUX				TRAVAUX DIRIGES				REPARTITION POINTS		
	Enseignements	Crédits	Heures CM	Statut CM	Modalités d'évaluation CM	Coef CM	Heures TD	Statut TD	Modalités d'évaluation TD	Coef TD	Points CM	Points TD	Total Points
UE4	Sociologie économique	3	15h	Obligatoire	Contrôle terminal Ecrit	3					60		60
	Gouvernance et délibération publique	3	15h	Obligatoire	Contrôle terminal Ecrit	3					60		60
	Diagnostic territorial	3	15h	Obligatoire	Contrôle terminal Ecrit	3					60		60
	Droit de l'environnement	3	15h	Obligatoire	Contrôle terminal Ecrit	3					60		60
UE5	Approches de l'insularité	3	15h	Obligatoire	Contrôle terminal Ecrit	3					60		60
	Acteurs et politiques publiques	3	15h	Obligatoire	Contrôle terminal Ecrit	3					60		60
	Cartographie	3					12h	obligatoire	Contrôle continu	3		60	60
	Droit de l'organisation territoriale	3	15h	Obligatoire	Contrôle terminal Ecrit	3					60		60
UE6	Mémoire de recherche ou de stage	6						Obligatoire à choix				120	120

Master 1 Sciences Economiques et Sociales

Session de rattrapage (session 2)

Le contrôle des connaissances est constitué, outre la part de contrôle continu, d'une session 1 et d'une session 2, de rattrapage.

Le CA, après avis du CFVU et du conseil de la faculté d'administration et communication, a arrêté les modalités de la session 2 comme suit :

REGIME GENERAL

Condition d'accès

Obtenir une moyenne générale comprise entre 8/20 et 10/20 à la session 1.

Evaluation

L'épreuve de la session 2 est unique, écrite, et d'une durée de trois heures trente.

- ✓ Elle comporte autant de sujets que de matières.
- ✓ Vous organisez librement le temps de composition.
- ✓ Le tableau indique ce que vous devez faire selon vos résultats à la session 1. Il est recommandé de retirer votre relevé de notes à l'accueil général (grand hall de l'université) pour bien connaître votre situation.

résultats session 1	session 2
note inférieure à 10/20 dans UNE matière	-vous composez obligatoirement dans cette matière. -vous pouvez composer en plus, dans 1 ou 2 matières de votre choix (1 ou 2 jokers).
note inférieure à 10/20 dans DEUX matières	-vous composez obligatoirement dans ces 2 matières. -vous pouvez composer en plus, dans 1 matière de votre choix (1 joker).
note inférieure à 10/20 dans TROIS matières OU PLUS	-vous composez obligatoirement dans 2 de ces 3 matières. -vous devez composer dans une troisième matière de votre choix.

Si vous renoncez à l'utilisation d'un ou deux jokers, vous devez le mentionner explicitement sur la copie correspondante. **DANS TOUS LES CAS, VOUS DEVREZ RENDRE 3 COPIES.**

Validation

On calcule la moyenne des notes obtenues aux épreuves où vous avez composé :

- ✓ Si elle est supérieure ou égale à 10/20, vous validez le semestre par des points de jury (le jury accorde les points manquants à la session 1 pour valider le semestre).

- ✓ Sinon, vous redoublez l'année et les notes de la session 2 ne sont pas conservées.

Seules les matières évaluées en contrôle terminal peuvent être repassées en session 2.

CAS DE FORCE MAJEURE

L'étudiant qui n'a pu composer à la session 1 du fait d'un cas de force majeure (au sens juridique du terme : imprévisible, irrésistible et extérieur) pourra être autorisé à se présenter à la session de rattrapage (ou session 2) après avis d'une commission composée du doyen et de deux membres du Conseil de la Faculté. Le Président est lié par cet avis.

Pour bénéficier de cette disposition l'étudiant devra déposer sa demande au plus tard **10 jours** après la fin des épreuves de la session 1 et devra en outre justifier **d'une moyenne au moins égale à 8/20 en contrôle continu**.

Evaluation :

- ✓ Le candidat devra composer obligatoirement sur **TROIS** matières tirées au sort, et communiquées, par l'administration, en début d'épreuve.
- ✓ L'épreuve est unique, écrite, anonymée et d'une durée de 3 heures 30.
- ✓ L'étudiant pourra obtenir son semestre avec mention puisqu'il n'aura bénéficié que d'une seule session.

En tout état de cause, le régime général prime sur le cas de force majeure.